

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DES STATISTIQUES
DIRECTION DES STATISTIQUES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

**ENQUÊTE COORDONNÉE SUR LES
INVESTISSEMENTS DIRECTS (E.C.I.D.)**

Rapport

**Août
2020**

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR



Sommaire

I. INTRODUCTION	3
II. DEFINITION DES CONCEPTS	4
III. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES DE L'ENQUÊTE.....	5
IV. PRESENTATION DES RESULTATS	5
CONCLUSION.....	10

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte

Depuis ses débuts, le Fonds Monétaire International (FMI) utilise les données agrégées de la balance des paiements (BDP) dans ses activités de surveillance et d'analyse économique de la situation des pays membres.

Mais depuis une décennie et suite à la crise financière de 2008, le FMI s'intéresse de plus en plus aux données sur les positions des actifs et passifs financiers et aux données ventilées par économie de contrepartie (pays d'origine).

De même, la Banque des règlements internationaux (BRI) collecte, depuis ces années, des données bancaires bilatérales.

Tirant profit du succès de ces initiatives, le Département des statistiques du Fonds Monétaire International (FMI) a conclu que l'investissement direct (ID) est un domaine dont l'importance ne cesse d'augmenter et que les données en la matière peuvent et doivent être améliorées.

C'est dans ce sens que le Conseil d'Administration (CA) du FMI a reconnu la nécessité d'améliorer les statistiques d'investissement direct (ID) et donné son aval à la proposition du Département des Statistiques de réaliser une Enquête Coordonnée sur l'Investissement Direct (ECID) qui présenterait des données sur les positions par économie de contrepartie.

Pour la mise en œuvre de l'ECID dans les pays membres, le FMI a adopté une stratégie concrète composée de deux piliers essentiels à savoir :

- ✓ l'organisation d'ateliers de formations dans plusieurs régions du monde dans le but de faciliter la participation à l'ECID d'un grand nombre de pays développés, en développement et émergents dans le monde.
- ✓ la mutualisation des efforts des organisations internationales et régionales pour faire connaître et promouvoir l'ECID auprès de leurs Etats membres.

1.2. Objectifs de l'enquête

L'Enquête Coordonnée sur l'Investissement Direct (ECID) permet d'améliorer la qualité des statistiques de la position d'investissement direct dans la Position Extérieure Globale (PEG) et d'assurer la disponibilité de ces données pour les économies de contrepartie immédiate

De façon spécifique l'ECID vise à :

- ✓ établir des données transfrontalières qui rendent compte de l'origine et la destination des investissements directs.
- ✓ contribuer à une meilleure compréhension des interconnexions financières

Dans le cadre de cette enquête pour la Guinée, l'objectif visé est la collecte des données sur les Investissements Directs entrants et sortants pour les années 2017 et 2018.

II. DEFINITION DES CONCEPTS

En référence aux recommandations des institutions internationales (FMI, OCDE), les notions de base de l'enquête sont définies comme suit :

Investissement direct : Il y a investissement direct lorsqu'une unité résidente d'une économie réalise un investissement qui lui confère un contrôle ou un niveau significatif d'influence sur la gestion d'une entreprise résidente d'une autre économie. Autrement dit, lorsqu'un investisseur direct possède une participation qui lui donne droit à au moins 10% des droits de vote dans l'entreprise d'investissement direct (ID).

Unité d'investissement direct : L'unité d'investissement direct est unité institutionnelle qui répond à des critères de gestion spécifiques tels que la tenue effective d'une comptabilité séparée.

Entreprises sœurs : Les entreprises sœurs sont des entités qui sont sous le contrôle d'un même investisseur immédiat ou indirect, mais qui n'exercent aucun contrôle ni aucune influence significative les unes sur les autres.

Titres de participation : Les titres de participation sont des actes représentatifs de droits sur la valeur d'une société ou d'une quasi-société. Ils sont considérés comme un passif de la société émettrice.

Instruments de dette : Les instruments de dette sont les instruments qui exigent le remboursement du principal et/ou le versement d'intérêt à un moment ou à un autre dans le futur. Ils comprennent notamment le numéraire, les dépôts, les titres de créance, les prêts, les crédits commerciaux, etc. Les renseignements portent sur les créances et les engagements.

Territoire économique : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de ses droits exclusifs ou exerce sa juridiction en ce qui concerne l'exploitation des minéraux présents dans les sous-sols des mers et océans et les enclaves territoriales à l'étranger.

Résidence : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son centre d'intérêt économique prédominant.

Les secteurs d'activité principale selon la classification CITI : **A.** Agriculture, sylviculture et pêche ; **B.** Exploitation minière et pétrolière ; **C.** Industrie manufacturière ; **D.** Production d'électricité, gaz, ... ; **E.** Distribution d'eau, assainissement,... ; **F.** Construction ; **G.** Commerce de gros et de détail ; **H.** Transports et entreposage ; **I.** Hôtellerie, restauration et débits de boisson ; **J.** Information et communications ; **K.** Intermédiation financière, assurance et retraite ; **L.** Immobilier, location, services aux entreprises ; **X.** Autres (à préciser).

III. ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES DE L'ENQUÊTE

3.1 Unités institutionnelles concernées

Les unités concernées par l'ECID sont des entreprises engagées dans une relation d'investissement direct.

3.2 Couverture géographique

L'enquête couvre toutes les entreprises résidentes du territoire économique de la Guinée qui effectuent des opérations financières avec les non-résidents.

3.3 Méthode de collecte des données

Les questionnaires sont adressés directement aux différentes entreprises d'investissement et les équipes d'enquêteurs passent dans les entreprises pour aider les responsables financiers à renseigner correctement les questionnaires. S'agissant des sociétés minières, le représentant du Ministère des Mines facilite le recours à la Chambre des mines pour la collecte des données du secteur.

Quant aux télécoms, le représentant de l'ARPT contribue favorablement à l'obtention des données de ce secteur.

Concernant les banques, les sociétés d'assurance et les institutions financières inclusives, les services de la supervision du secteur financier de la BCRG sont mis à contribution pour la collecte des données dudit secteur.

3.4 Outils de collecte

Le dispositif de collecte des données sur les investissements directs étrangers est constitué d'un questionnaire type qui comprend trois parties distinctes.

La première partie fournit les informations sur l'identification de l'entreprise enquêtée.

La deuxième partie recense l'encours des titres de participation au capital social détenus par les investisseurs étrangers dans les entreprises résidentes et l'encours des titres de participation détenus par les entreprises résidentes à l'étranger.

La troisième partie est consacrée au recensement de l'encours des instruments de dette détenus par les non-résidents dans les entreprises guinéennes et l'encours des instruments de dette détenus par les entreprises guinéennes à l'étranger.

IV. PRESENTATION DES RESULTATS

Cette enquête a permis de collecter des données sur les fonds propres et les instruments de dette des entreprises d'investissements directs en Guinée.

En 2018, l'encours total des investissements directs étrangers reçus par l'ensemble des secteurs d'activités s'élève à USD 2 634,71 millions. Cet encours est constitué de USD 1 418,24 millions en fonds propres et de USD 1 216,47 millions en instruments de dette

Rapport de l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID)

4.1- Résultats sur la répartition des investissements directs étrangers reçus selon le secteur d'activité bénéficiaire et le pays d'origine de l'investisseur en 2018

	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	F. Construction	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	X. Autres (à préciser)	TOTAL
Bénin	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,42	0,00	0,42
Côte d'Ivoire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,13	0,00	38,12	0,00	48,25
Gambie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,39	0,00	15,39
Ghana	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,27	0,00	2,27
Nigéria	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33,63	0,00	33,63
Sénégal	0,00	0,00	0,00	0,77	0,00	0,00	0,00	109,76	8,17	0,00	118,69
Togo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37,67	0,00	37,67
Cameroun	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,21	0,00	2,21
Congo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,99	0,00	0,00	0,00	15,99
Libye	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,04	0,00	14,04
Maroc	0,01	32,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,52	0,00	45,16
Maurice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,90	0,00	0,90
Mauritanie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18,92	0,00	18,92
RD Congo	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,90	0,00	2,90
Tunisie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,94	0,00	0,51	0,00	1,44
Belgique	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02
Chypre	6,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,59
Espagne	0,00	1,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,62
Finlande	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	12,19	0,00	0,00	0,00	0,00	5,11	8,87	0,00	49,78	66,93	142,89
Irlande	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18
Italie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04
Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10,33	0,00	10,33
Pays-Bas	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22,31	22,31

Rapport de l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID)

	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	F. Construction	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communication	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	X. Autres (à préciser)	TOTAL
Royaume- Uni	442,52	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	452,52
Fédération de Russie	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,00
Suisse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66,99	0,00	0,00	9,76	0,00	76,75
États-Unis d'Amérique	1,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,64	0,53	0,00	13,19
Arabie saoudite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,76	0,00	3,76
Chine	31,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31,57
Hong Kong	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63,19	0,00	63,19
Émirats arabes unis	220,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220,00
Inde	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,06	0,00	0,00	0,00	2,06
Liban	0,00	11,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,33
Australie	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
TOTAL	716,10	56,56	0,01	0,79	0,01	72,13	36,99	121,40	325,01	89,24	1 418,24

Source : BCRG/DGES/DSBP

Rapport de l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID)

L'examen du tableau ci-dessus montre qu'en 2018 :

- le principal secteur d'activité bénéficiaire des investissements directs étrangers est le secteur minier avec une part des fonds propres de USD 716,10 millions, soit 50,49%;
- le secteur d'intermédiation financière (banques et sociétés d'assurance notamment) a reçu les 22,92% des titres des participations investis par les non-résidents; et
- le secteur de télécommunications quant à lui a drainé les 8,56% d'IDE.

Les principaux pays pourvoyeurs d'investissements directs en Guinée sont :

- **Zone Afrique:** le Sénégal est le principal pays fournisseur d'IDE avec 8,37% principalement dans les Télécoms;
- **Zone Europe:** la France avec 10,07% dans le secteur d'intermédiation financière, le Royaume Uni avec 31,91% dans le secteur minier;
- **Zone Asie:** les Emirats Arabes Unis avec 15,51% dans le secteur minier.

S'agissant des instruments de dette¹, cette enquête a permis de recueillir des données sur les numéraire et dépôts ; les prêts, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir et à payer entre les résidents et les non-résidents.

En 2018, l'encours de la dette du secteur privé vis-à-vis des non-résidents se chiffre à USD 1 216,47 millions. Il faut noter que le secteur minier est le principal secteur bénéficiaire avec une part de 81,11%.

4.2.1- Résultats sur la répartition des instruments de dette par secteur

	Total dettes des entreprises (stock en millions USD)
	2018
A. Agriculture, sylviculture et pêche	0,00
B. Exploitation minière	986,63
C. Industrie manufacturière	50,92
D. Production et distribution d'électricité, gaz,	0,00
E. Distribution d'eau, assainissement, ...	0,00
F. Construction	0,00
G. Commerce de gros et de détail	0,00
H. Transports, entreposage	0,00
I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	24,69
J. Communication	72,40
K. Intermédiation financière, assurance et retraite	81,82
L. Immobilier, Location, services aux entreprises	0,00
X. Autres (à préciser)	0,00
Total	1 216,47

Source : BCRG/DGES/DSBP

¹ Les instruments dette sont : Numéraire et dépôts ; Prêts, crédits commerciaux ; Systèmes d'assurance de pensions et de garanties standard ; Autres comptes à recevoir et à payer ; Dérivés financiers et options sur titres des salariés ; DTS et avoirs de réserve

Rapport de l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs (ECID)

4.2.2- Résultats sur la répartition des instruments de dette selon le pays d'origine de l'investisseur

PAYS	2018
Côte d'Ivoire	28,59
Gambie	0,00
Ghana	22,65
Sierra Leone	2,04
Togo	4,55
Cameroun	3,07
Angola	0,00
Égypte	57,61
Kenya	4,08
Madagascar	0,01
Maroc	9,91
Mauritanie	0,04
Mozambique	3,06
Ouganda	2,55
RD Congo	1,02
Tanzanie	1,02
Zambie	4,59
Allemagne	0,38
Espagne	7,69
France	2,37
Royaume-Uni	495,52
Canada	0,02
États-Unis d'Amérique	526,96
Arabie saoudite	11,55
Chine	14,64
Hong Kong	1,62
Émirats arabes unis	10,62
Inde	0,28
Japon	0,00
TOTAL	1 216,47

Source : BCRG/DGES/DSBP

CONCLUSION

Cette enquête a été réalisée par la Banque Centrale de la République de Guinée avec l'appui technique du Fonds Monétaire International.

Elle a permis de collecter des données d'encours des fonds propres et des instruments de dette pour les années 2017 et 2018, par secteur d'activité bénéficiaire et par pays de résidence de l'investisseur.

Le secteur minier et le secteur d'intermédiation financière sont les principaux bénéficiaires d'investissements directs étrangers.

S'agissant des pays pourvoyeurs d'investissement, le Sénégal demeure le principal pays africain partenaire de la Guinée. Au niveau Européen, ce sont le Royaume Uni et la France. Pour l'Asie, ce sont les Emirats Arabes Unis et la Chine.

En outre, la réalisation de cette enquête a permis de mettre en œuvre une recommandation prioritaire de la mission d'assistance technique du FMI qui s'est en Guinée du 26 au 30 août 2019 dans le cadre du projet d'amélioration des statistiques du secteur extérieur (SSE) dans 17 pays d'Afrique francophone, financé par le gouvernement japonais.